

Pierre Conesa

ACTE DE DÉCÈS DE QUELQUES IDÉES REÇUES

Réformons la machine à produire de l'ennemi !

Le ton général des analyses stratégiques dans ce début de siècle verse dans le drame. Comme l'annonce un commentateur connu, « l'incertitude et la volatilité ouvrent l'histoire du XXI^e siècle, annonçant ruptures et surprises de tous ordres¹ ». Certes ! Mais depuis la fin du quaternaire, le monde est en rupture et plein de surprises. La situation stratégique mondiale est meilleure que le ton général annoncé par les analyses les plus en cour. Les étagères sont encore pleines d'études sur l'Union soviétique en 2050, et la prospective américaine des années 60 annonçait vingt pays nucléaires à la fin du siècle. Le monde a échappé à l'apocalypse nucléaire et se fait croire au danger stratégique. La dernière production en vogue est celle sur la menace militaire chinoise sur laquelle vient de sortir, au moment d'un vote budgétaire important au Congrès, un rapport émanant des services du Pentagone. Quand on fait de la prospective stratégique, il vaut mieux annoncer des menaces et des ruptures ! Cela retient l'attention du lecteur et débloque les budgets.

« Qui vit de combattre un ennemi a tout intérêt de le laisser en vie » écrit Friedrich Nietzsche dans *Humain, trop humain*. Menacée de chômage technique par la disparition de l'Union soviétique, la machine stratégique américaine, ceux qu'on appelle les *Strategists*, a produit de « l'ennemi » tout au long de la décennie 90. Analysées avec le recul du temps, certaines analyses s'avèrent étonnamment artificielles : menace Sud, clash des civilisations, fin de l'histoire, *terra barbaris* de Barnett. Mais, plus grave, le discours du président G.W. Bush du 22 janvier 2002 annonçant au monde la « guerre globale contre la prolifération et le terrorisme » désignant les trois pays de « l'Axe du Mal » est l'exemple le plus dramatique de fabrication artificielle d'ennemi : aucun des trois pays ne pouvait être soupçonné d'être impliqué dans les attentats du 11 septembre. De plus, Washington mettait de côté les Etats proliférants amis (Pakistan et Israël), les Etats terroristes amis

(Arabie saoudite et Pakistan) et par contre accusait de tous les maux les trois autres. Le courage de la France de s'opposer à l'invasion de l'Irak a malheureusement été peu suivi. La machine infernale n'est pas morte et la rapidité avec laquelle la popularité du président Obama chute sous les coups des animateurs des *Tea Parties* - dont l'égérie est Madame Palin -, effraie l'observateur. Le néo-conservatisme américain, qui se croyait en charge de définir seul la sécurité internationale, a fait des émules en France avec quelques années de retard.

Le discours sur la Russie est l'exemple même de fabrication d'ennemi : le crime organisé russe tue moins de monde que le crime organisé italien en Europe, mais peu importe ! Le PDG de GazProm est un proche du pouvoir ; certes, mais celui de Gaz de France est également bien placé ! Vladimir Poutine fut un officier médiocre du KGB, le président Bush père a été le patron de la CIA. On reproche au Kremlin d'intervenir en Géorgie mais aussi de ne pas intervenir au Kirghizistan... On pourrait multiplier les exemples, mais le but n'est pas là.

L'Europe doit apprendre à penser par elle-même. Le jour où un bateau de guerre chinois viendra dans le golfe Persique, « sécuriser ses voies d'approvisionnement » – ce que nous serions bien en peine de lui reprocher –, y verra-t-on une menace pour la sécurité internationale (comme le font les Américains) ou plutôt une contribution à celle-ci ? L'Europe commence avec difficultés à se différencier des postulats stratégiques américains. L'ancien Premier ministre Edouard Balladur dans son livre *Pour une alliance euro-atlantique* parle du « camp des démocraties » et ne cite jamais ni le Japon, ni l'Inde, démontrant par là-même la fascination aveugle que nombre d'élites du meilleur niveau continuent à conserver à l'égard du modèle sécuritaire américain. Un monde multipolaire ne peut pas être, d'un côté, un monde américanisé et, au dehors, tous les autres. L'Europe de la défense ne doit pas être une simple duplication du Pentagone !

Quelques constats militaires

L'emploi de la force militaire pour régler les problèmes, depuis le terrorisme jusqu'au crime organisé, est en échec. L'Afghanistan et surtout l'Irak ont fait perdre aux pays membres de l'OTAN une grande partie de leur crédibilité diplomatique. Le Livre blanc sur la défense de 1994, dans l'euphorie de la première guerre du Golfe et du « Nouvel Ordre mondial », comme d'ailleurs le *Project for a New American Century*, bible des néoconservateurs accédant au pouvoir avec G.W. Bush, se donnaient le droit d'intervenir militairement à la surface du globe pour « contribuer à la sécurité de la planète ». Qui peut aujourd'hui encore croire aux intentions désintéressées des Occidentaux après l'invasion de l'Irak où se retrouvent

impliqués la moitié des pays européens ?

Le monde de la suprématie absolue des armées occidentales, surtout américaine, est un monde qui génère de la **prolifération et du terrorisme**. « On ne peut pas se battre avec les Etats-Unis, à moins d'avoir des armes nucléaires ! » Cette phrase qui justifie la prolifération nucléaire, n'est pas de Kim Jong Il, ni du président iranien Ahmadinejad, mais d'un général indien, chef d'état major des Armées, discutant avec Les Aspin, haut responsable américain². Cette phrase d'un grand bon sens qui est l'analyse militaire froide d'un responsable de la plus grande démocratie du monde, n'a pas soulevé de tempête des habituels experts du nucléaire. Y aurait-il donc deux façons de juger de la prolifération ? La poursuite par Israël de la colonisation des territoires occupés est la cause unique du terrorisme, seule réplique à la portée des Palestiniens.

L'Europe de la défense

L'Europe doit s'afficher comme puissance militaire sans ambition impériale. L'analyse stratégique est une construction qui vise toujours à établir une rationalité de la puissance d'un pays donné, c'est-à-dire sa capacité à imposer sa volonté aux autres. La pensée stratégique cherche les voies et moyens d'imposer ses vues aux autres sans chercher à comprendre ce qui fait la spécificité de l'Autre. L'invasion de l'Afghanistan par les forces de l'OTAN est l'exemple même d'erreur stratégique parce qu'elle postulait que le problème des talibans pourrait se régler par des voies militaires. Dans le discours stratégique américain et européen, la simple prise en compte des intérêts de sécurité de « l'Autre », quelle qu'en soit la taille et la puissance, semble avoir pour effet immédiat et implicite de faire perdre le statut revendiqué de « puissance ». Il ne peut y avoir de réflexion stratégique à l'ère de la globalisation qui ne prenne en compte les perceptions réciproques, ce qui est loin d'être le cas dans les lieux de réflexion des pays qui se qualifient eux-mêmes des puissances.

L'Europe de la défense ne peut être une duplication militaire de Washington. Il faut à l'Europe des concepts militaires qui privilégient la neutralisation par rapport à la destruction. Une bombe lancée à distance de sécurité sur une maison supposée abriter un terroriste et qui tue plusieurs dizaines de personnes, ne doit pas apparaître plus légitime qu'un attentat tuant le même nombre de victimes civiles. Si on n'accepte pas ce parallélisme, on ne comprend pas pourquoi les talibans reviennent en force en Afghanistan. L'opération *Plomb Durci* a tué cent Palestiniens pour un Israélien. En Irak, pour un Américain tué, on en était à vingt Irakiens selon *Irak Body count* en 2007, pour *The Lancet* on en était à deux cents. Il n'y a pas de manière militaire propre de gagner une guerre d'invasion. L'idée aura du mal à passer quand on lit certains commentaires comme celui-ci à

propos de l'opération *Plomb Durci* : « Entre l'attitude des uns et celle des autres, il y a ... une différence capitale et que n'ont pas le droit d'ignorer ceux qui veulent se faire une idée juste, et de la tragédie, et des moyens d'y mettre fin : les Palestiniens tirent sur des villes, autrement dit sur des civils (ce qui, en droit international, s'appelle un « crime de guerre ») ; les Israéliens ciblent des objectifs militaires et font, sans les viser, de terribles dégâts civils (ce qui, dans la langue de la guerre, porte un nom - dommage collatéral - qui, même s'il est hideux, renvoie à une vraie dissymétrie stratégique et morale)³ ». Cette ignoble sémantique encore lisible aujourd'hui dans des journaux français, permet enfin de savoir qui est responsable des morts algériens des émeutes de Sétif en mai 1945, et de l'insurrection du ghetto de Varsovie en avril 1943 : les insurgés eux-mêmes.

L'Europe doit se doter de moyens propres d'évaluation des crises, c'est-à-dire mener une véritable politique technique et humaine du renseignement. Le discours de Colin Powell le 5 février 2003 à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU destiné à justifier la guerre contre l'Irak en montrant de petites fioles contenant des produits très dangereux (que contenaient-elles en fait ?), ou le pseudo rapport présenté par le Premier ministre britannique Tony Blair, expliquant que Saddam avait des missiles longue portée, déployables en 45 minutes, étaient tous deux « fondés sur des renseignements secrets » (et pour cause !). Ils ont entraîné la moitié des pays européens dans une des pires opérations militaires du début de siècle.

Enfin l'Europe s'est différenciée des Etats-Unis sur la création de la Cour pénale internationale que le Congrès a refusée. Ainsi donc les tortures d'Abou Ghraib, les prisons secrètes de la CIA, les massacres des hommes de main de *Black Water* en Irak échappent à la justice internationale. On ne peut rien dire de George W. Bush dont la seule punition aura été une chaussure lancée par un Irakien manquant d'entraînement. Aux yeux du monde entier, excepté les cercles stratégiques, nous sommes, nous Occidentaux tous regardés comme responsables ; et l'Union africaine refuse d'appliquer le mandat d'arrêt international lancé contre le chef d'Etat soudanais pour les massacres au Darfour.

De la sécurité dévolue à la sécurité négociée

La nouvelle gouvernance mondiale ne peut plus être la survivance éternelle du droit de veto des vainqueurs de la seconde guerre mondiale. Le bilan des membres permanents du Conseil de sécurité n'est pas très bon. On ne calcule plus les vetos opposés à des crises dont ils voulaient exclure l'ONU, mais surtout ils ont déclenché de leur propre chef, 51 conflits depuis la fonction de l'organisation internationale. De plus, les cinq membres permanents sont les seules puissances nucléaires légitimes au titre du TNP, assimilant ainsi droit de veto et feu nucléaire. On ne peut rêver

plus belle incitation à se doter de telles armes pour pouvoir ensuite réclamer sa place !

Le monde nouveau se construit sur des relations internationales inattendues. Le Brésil et la Turquie proposent leurs bons offices en Iran. La Corée du Sud emporte le contrat nucléaire aux Emirats arabes unis, en y associant des prestations militaires. La Chine mène sa propre politique économique et politique en Afrique. Les Vénézuéliens achètent des équipements de défense à la Russie, puisque l'Espagne s'est vue opposer un veto de Washington... On pourrait multiplier les exemples.

Le bilan de la gouvernance économique du monde par le G5 devenu G8, n'est pas brillant non plus : l'hyper-libéralisme prôné pendant vingt ans dans les différents plans de réforme avait aussi servi à ouvrir la voie à une spéculation sans contrôle. Les réformes du président Obama suffiront-elles ? On compte maintenant sur les BRIC pour soutenir l'activité économique mondiale, et surtout sur la Chine, celle-là même qu'on accuse d'avoir un budget de défense six fois moins important que celui du Pentagone. Effet positif de la crise : le G8 est devenu G20. Le besoin d'une gouvernance différente est né.

On n'aboutira pas sur la négociation avec le gouvernement iranien menée par les Occidentaux. Pourquoi ? Essayons de comprendre comment fonctionnent les Iraniens. L'Iran n'a pas cessé d'être l'objet d'actions d'ingérence des Occidentaux depuis 50 ans (renversement par la CIA du gouvernement élu de Mossadegh en 1953, qui voulait simplement nationaliser le pétrole ; vingt ans de dictature du Shah avec une police politique - la Savak - qui savait assassiner les opposants à l'étranger aussi bien que les Pasdaran ; le soutien à Saddam Hussein, l'agresseur, et l'embargo dans la guerre de neuf ans contre l'Irak qui tuera 600 à 700 000 Iraniens ; l'emploi d'armes chimiques par l'Irak contre les Bassidji dans le plus grand silence des capitales occidentales ; et enfin aide et assistance des Américains, des Français et des Allemands fournies aux différents programmes non conventionnels irakiens...). Comment voulez-vous qu'un homme d'Etat iranien fasse confiance aux garanties de sécurité proposées par les capitales occidentales ? La démente du président Ahmadinejad n'est pas une explication suffisante puisque le programme nucléaire iranien, arrêté par Khomeiny, a été repris par les « modérés », Rafsandjani et autres... Faisons d'abord amende honorable et changeons de ton ! Et laissons les initiatives de pays non impliqués comme le Brésil et la Turquie se faire au lieu de les prendre de haut comme le ferait un maître à l'égard de jeunes disciples !

L'émergence économique et politique d'un certain nombre de pays nouveaux, quels qu'en soient les régimes, est la meilleure garantie d'une

sécurité multipolaire. En soi, cette situation n'est pas une menace, mais il est vrai qu'une telle période de transition crée de l'instabilité et que les pays dominants, craignant de devoir partager leur pouvoir, la redoutent au plus haut point. C'est ce défi que doivent relever les Européens.

Notes :

¹ Nicolas Baverez, *Nouveau monde, vieille France*, Perrin, 2006.

² Cité par Huntington : le choc des civilisations.

³ <http://www.lepoint.fr/actualites-chroniques/2009-02-12/le-bloc-notes-de-bernard-henri-levy-liberer-les-palestiniens-du-hamas/989/0/305272>